

Bulletin d'histoire politique

Le débat référendaire et la notion de partenariat

Jack Jedwab



Volume 4, Number 3, Spring 1996

Bilan du référendum de 1995

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063542ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063542ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Jedwab, J. (1996). Le débat référendaire et la notion de partenariat. *Bulletin d'histoire politique*, 4(3), 11–17. <https://doi.org/10.7202/1063542ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1996

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

LE DÉBAT RÉFÉRENDAIRE ET LA NOTION DE PARTENARIAT

Jack Jedwab

*Directeur général du Congrès juif canadien,
Région du Québec*

*Chargé de cours au département
de sociologie de l'Université McGill*

Le 30 octobre dernier, les citoyens du Québec étaient appelés à décider de leur avenir politique. Au terme du décompte, les résultats ont révélé que la population du Québec était plus divisée que jamais sur la question de l'unité nationale. D'ailleurs, exception faite de l'opinion des analystes qui adhèrent à l'idée qu'il existe au Québec deux catégories d'électeurs, classés selon des critères ethnolinguistiques, ce constat de division de l'électorat est probablement la conclusion la plus importante que nous pouvons tirer du vote référendaire.

Cette division de l'électorat québécois n'est toutefois pas nouvelle. En effet, depuis maintenant plusieurs décennies, le débat constitutionnel au Canada est souvent centré sur une question principale: «Que désirent les Québécois?» Ainsi, politiciens, politologues et autres analystes ont tenté d'étaler de façon exhaustive, notamment devant la population du reste du Canada – souvent désignée, au Québec, sous le vocable «Rest of Canada» ou ROC – une vision de ce que veulent les Québécois quant aux questions constitutionnelles. Or les efforts visant à mettre de l'avant une telle vision sont toujours confrontés à la grande variété d'opinions politiques ayant cours au Québec, et ce même si certains se plaisent à y déceler un quelconque consensus.

Par ailleurs, certains observateurs de la scène politique québécoise, particulièrement ceux qui favorisent l'idée de la souveraineté du Québec, ont récemment suggéré qu'une question fondamentale dans le débat sur l'avenir du Québec devait plutôt être: «Que désire le reste du Canada?» Or la question constitutionnelle est généralement considérée par la plupart des souverainistes – et par certains fédéralistes – comme un débat qui ne concerne que les Québécois. Cependant, l'émergence de la notion d'un hypothétique

«nouveau partenariat» économique entre un Québec indépendant et le Canada durant la campagne référendaire a aménagé au ROC un espace très important dans le débat sur l'avenir du Québec, et le ROC semble vouloir en profiter pleinement. Il est ainsi possible d'avancer que nous sommes maintenant devant un phénomène dont l'ampleur aura été sous-estimé par plusieurs analystes, intervenants et observateurs de la scène politique canadienne.

Ainsi, bien que certains pourraient croire, maintenant que le référendum est chose du passé, que la question du partenariat entre un Québec séparé et le reste du Canada est devenue moins pertinente, il nous semble plutôt qu'il s'agit là d'un aspect fondamental des débats qui s'annoncent une fois de plus sur l'unité nationale. Par conséquent, il est utile d'effectuer un examen plus approfondi de la notion de partenariat et de la façon dont elle est perçue par les différents segments de la population, notamment au Québec et dans le reste du Canada.

La notion de partenariat semble avoir émergé lors du «virage» de juin 1995, lui-même probablement un résultat des sondages menés au début de l'année 1995 qui révélaient clairement qu'une majorité de Québécois voterait Non à une question portant sur l'indépendance ou la souveraineté «tout court» du Québec. Ces sondages donnaient au Parti québécois, au Bloc québécois et au Parti action démocratique le défi de rattacher le facteur canadien à l'option souverainiste. Il fallait donc imaginer une formule qui pourrait suggérer toutes sortes de scénarios selon lesquels le Québec pourrait à la fois être séparé du reste du Canada et conserver certaines institutions canadiennes. Un sondage Radio-Canada/CROP/Enviro-nics mené en février 1995, ainsi que de nombreux sondages internes menés durant cette période, fournissait des indices quant à l'approche à adopter à cet égard. Ainsi ce sondage Radio-Canada/CROP/Enviro-nics testait les opinions des Québécois et des citoyens du reste du Canada, et révélait que les intentions de vote des Québécois lors d'un référendum sur la souveraineté variaient de façon très importante selon la certitude ou non de pouvoir bénéficier d'une association économique ou politique avec le reste du Canada et la certitude ou non de pouvoir conserver le passeport canadien et la citoyenneté canadienne, comme le montre le tableau suivant.

TABLEAU 1
Intentions de vote des Québécois
au référendum sous certaines conditions

Conditions	Oui	Non
Maintien d'une association économique	55	37
Absence d'une association économique	27	66
Conserve la citoyenneté canadienne et le passeport canadien	56	37
Ne conserve pas la citoyenneté canadienne et le passeport canadien	28	63

Source: SRC/CROP/Environics, février 1995

Selon certains stratèges souverainistes, la solution était donc de donner aux Québécois certaines garanties quant à ces questions, et ainsi d'attirer le vote des souverainistes et des fédéralistes «mous», ainsi que celui des électeurs catégorisés comme étant indécis, qui somme toute forment l'électorat le plus courtisé par les formations politiques. C'est pour ces raisons qu'a été formulé le concept – partiellement inspiré de la notion de souveraineté-association de René Lévesque – de partenariat avec ses promesses de monnaie commune, de parlement commun, de libre-échange et de citoyenneté commune. Rapidement, la question du partenariat est devenue un enjeu important dans la préparation de la campagne référendaire, tant pour les souverainistes que pour les fédéralistes. Pour de nombreux fédéralistes, toutefois, on craignait que tout débat sur la question du partenariat aurait pour effet de rendre l'option souverainiste plus plausible dans l'esprit de l'électorat.

En résumé, l'ajout de la notion de partenariat au projet de souveraineté, telle que définie par les intervenants politiques (monnaie et parlement communs, maintien d'une association économique, monnaie canadienne et du passeport canadien), combinée à une campagne publicitaire ambiguë menée sur le thème général «Oui, et ça devient possible», ont permis aux souverainistes de recueillir presque la moitié des voix au scrutin référendaire. Quant à la campagne fédéraliste, on insistait surtout sur le caractère irréversible de la séparation du Québec, et posait le débat en termes beaucoup plus tranchés, comme en témoignaient les affiches «Non à la séparation». En somme, la position des leaders provinciaux du Non, quant au partenariat entre un Québec séparé et le reste du Canada, bien que timide, était que rien ne pouvait être tenu pour acquis dans le cadre de négociations entre des entités politiques distinctes.

Au sein de l'électorat québécois et de l'électorat canadien dans son ensemble, la notion de partenariat était soumise à une dynamique particulière. Les résultats serrés du 30 octobre, comparativement aux résultats escomptés au début de l'année 1995, voire à la fin de l'été, montrent à quel point le camp souverainiste a su mettre l'accent sur les éléments de continuité à la suite d'un vote favorable à leur option, et convaincre l'électorat québécois, particulièrement les francophones, que la rupture ne serait pas totale. Cependant, dans le reste du Canada, la tendance était très différente. En effet, une étude commandée par le Parti québécois au début de l'année 1995 révélait que 57 % des Canadiens favorisaient une association économique avec un Québec souverain (Léger & Léger, *Sondage pancanadien*, janvier-février 1995). Par contre, sur des questions plus précises ayant trait au partenariat, les sondages subséquents montraient, comme nous le verrons plus loin, que les citoyens du reste du Canada étaient beaucoup plus ambivalents que semblaient le laisser entendre certains intervenants politiques.

Face à ce durcissement de l'opinion publique canadienne sur la question du partenariat, les souverainistes ont rapidement soulevé l'hypothèse d'un «bluff» et ont, selon toute évidence, réussi à convaincre un nombre significatif de Québécois – notamment les indécis – qu'il ne fallait pas prendre au sérieux les déclarations des politiciens du ROC, qui affirmaient qu'il n'y aurait pas de partenariat advenant la séparation du Québec. Ils ont alors utilisé les données de l'étude du début de l'année 1995 pour affirmer que l'opinion publique de l'électorat du ROC (les ROCers) était plus favorable au partenariat que le laissaient entendre leurs politiciens.

Les tableaux suivants permettent de comprendre à quel point la question du partenariat était importante dans les intentions de vote des Québécois, et d'évaluer l'ampleur du travail de persuasion accompli par le camp du Oui. Ces tableaux montrent clairement que l'option de la souveraineté/indépendance «tout court» n'a pas progressé dans l'opinion publique entre janvier et octobre 1995. Il s'ensuit donc que le camp souverainiste, pour réussir à recueillir 49 % des voix le 30 octobre dernier, a réussi à convaincre un bon nombre de Québécois que le partenariat entre le reste du Canada et un Québec souverain était probable.

Les tableaux de la page suivante donnent un portrait de l'opinion publique des francophones du Québec, des non-francophones du Québec et des électeurs du reste du Canada quant à la probabilité d'une association économique entre le Canada et un Québec souverain, la probabilité d'un partenariat économique et politique et la création d'institutions politiques communes. Il est clair, à l'examen des tableaux 3 et 4, que l'électorat

TABLEAU 2

Voteriez-vous pour ou contre la souveraineté du Québec si vous étiez à peu près certain que le reste du Canada accepterait un partenariat politique et économique avec un Québec souverain?

	Pour	Contre
Ensemble du Québec	56	34
Intention de vote <i>souveraineté</i>		
Oui	93	4
Non	30	65

Voteriez-vous pour ou contre la souveraineté du Québec si vous étiez à peu près certain que le reste du Canada n'accepterait pas un partenariat politique et économique avec un Québec souverain?

	Pour	Contre
Ensemble du Québec	30	57
Intention de vote <i>souveraineté</i>		
Oui	71	22
Non	3	91

Source: Sondage SRC/CBC/*The Gazette/Le Soleil/Le Devoir/Le Droit/SOM/* Environics - 2 octobre 1995.

québécois était convaincu de la probabilité qu'un partenariat économique et politique serait maintenu avec le reste du Canada. Toutefois, il est également fort apparent que les électeurs du reste du Canada ne voyaient pas les choses du même œil.

Tous semblent croire — quoique davantage du côté des francophones du Québec — que l'émergence d'une association économique entre un Québec souverain et le Canada est probable. L'aspect le plus controversé du projet souverainiste semble toutefois être la notion d'un partenariat de nature politique et économique avec le Canada, tant dans son principe général que dans ses applications particulières, car si une majorité importante de Québécois francophones croient qu'une telle notion est réalisable, les Québécois non francophones et les électeurs du reste du

TABLEAU 3

**Que devrait faire le reste du Canada advenant la souveraineté du Québec?
(Question posée aux électeurs du reste du Canada seulement)**

Énoncé	Accord	Désaccord
Maintenir une association économique		
février	61	36
septembre	50	46
Établir des institutions politiques communes	30	62
Partager l'utilisation du dollar canadien		
février	20	78
septembre	15	82
Permettre de conserver le passeport canadien et la citoyenneté canadienne		
février	19	79
septembre	17	80
Former un partenariat économique et politique	38	59

Source: Sondage SRC/CBC/*The Gazette/Le Soleil/Le Devoir/Le Droit/SOM/* Environics - 2 octobre 1995.

TABLEAU 4

**Que ferait le reste du Canada si le Québec devenait un pays souverain?
(Question posée aux électeurs du Québec seulement)**

Énoncé	Probable	Improbable
Maintiendrait une association économique	69	25
Francophones	78	22
Non-francophones	53	47
Établirait des institutions politiques communes	51	39
Francophones	60	40
Non-francophones	39	61
Partagerait le dollar canadien	62	30
Permettrait de conserver le passeport canadien et la citoyenneté canadienne	45	46
Formerait un partenariat économique et politique	58	33
Francophones	68	32
Non-francophones	43	57

Sources: Sondage SRC/*The Gazette/Le Soleil/Le Devoir/Le Droit/SOM/* Environics - 2 octobre 1995; et Sondage SOM/*The Gazette* - 27 octobre 1995.

Canada ont une opinion tout à fait inverse. On remarquera également qu'entre février et septembre 1995, il s'est produit un certain durcissement de l'opinion publique dans le reste du Canada quant à l'attitude à adopter vis-à-vis d'un Québec indépendant. Un sondage COMPAS mené au début de l'année 1996 donnait d'ailleurs de nouvelles indications quant à cette tendance, alors qu'on y révélait que 86 % des ROCers croyaient que le reste du Canada devrait s'assurer qu'il y ait un «pont» territorial entre l'Ouest canadien et les Maritimes advenant la séparation du Québec, et que 84 % des électeurs du reste du Canada croyaient qu'Ottawa devrait négocier la partition du territoire de la province de Québec advenant l'indépendance.

Certains croient qu'il faut analyser les résultats des sondages menés durant la campagne référendaire avec un certain scepticisme. En effet, ces observateurs de la scène politique croient que les répondants à ces sondages, tant au Québec qu'au Canada, agissent de façon stratégique, et que par conséquent, leurs réponses ne reflètent pas leurs véritables intentions. Bien que de tels aspects méthodologiques ne doivent pas être négligés, nous devons toutefois tenir compte de deux aspects particulier dans le contexte postréférendaire. Tout d'abord, il semble qu'un très grand nombre d'électeurs du reste du Canada se perçoivent maintenant comme participant de façon permanente au débat constitutionnel. Deuxièmement, le ROC semble maintenant prendre beaucoup plus au sérieux la possibilité d'une éventuelle séparation du Québec. Par conséquent, il est probable que le ROC préparera des offres pour le Québec ou il établira les termes de la séparation du Québec. Dans ce cas, le «bluff» que perçoivent certains souverainistes risquerait de devenir une prophétie autogénératrice, et les termes de la séparation ne seront fort probablement pas ceux qui sont présentés aux Québécois par les leaders souverainistes. En somme, il est de plus en plus difficile de prévoir le dénouement du débat sur l'unité nationale. Il n'est donc pas surprenant de constater que les pontifes de la question constitutionnelle sont, depuis quelques mois, discrets quant à leurs prévisions sur notre avenir.